

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR



Dijon, le

**LE PREFET DE LA REGION BOURGOGNE**  
**PREFET DE LA COTE D'OR**  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

\*\*\*\*\*

**ARRETE PORTANT AUTORISATION DE FONCTIONNER DANS UN PERIMETRE  
DE PROTECTION DE CAPTAGE D'EAU POTABLE AVEC DES PRESCRIPTIONS  
PARTICULIERES POUR GN Vert représenté par M. LEDERER Yves pour la réalisation  
d'un local de compression de gaz naturel, 40 rue de Longvic à CHENOVE**

- VU** le Code de la Santé Publique notamment les articles L.1321-2 et L.1321-3, L.1324-3 et L.776 ;
- VU** le code de l'environnement et notamment son titre V
- VU** la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution et notamment les articles 7 et 8 constituant les nouveaux articles L.1321-2 et L.1321-3 du Code de la Santé Publique et son décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 ;
- VU** la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 et ses textes d'application ;
- VU** le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- VU** le décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 du 21 septembre 1977 pris en application du code de l'Environnement et en particulier son article 30,
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 juin 1978 portant Déclaration d'Utilité Publique des captages du Syndicat Intercommunal de la Côte Dijonnaise (SICODI) rétrocédé au Syndicat Mixte Dijonnais, notamment son article 6 définissant les périmètres de protection ainsi que les prescriptions s'y rapportant ;
- VU** le récépissé de déclaration du 22 mars 2004 délivré à la SAS GNVert concernant l'exploitation d'une station service gaz ;
- VU** la demande de permis de construire en date du 18 mars 2004 présentée GNVert représenté par M.LEDERER Yves dont le siège social est situé en vue de la réalisation d'un local de compression de gaz naturel, 40 rue de Longvic à CHENOVE;
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 1<sup>er</sup> juillet 2004 ;

**Considérant** la sensibilité du milieu environnant et notamment le fait que cet établissement est situé dans le périmètre de protection éloignée du captage d'eau du Syndicat Mixte du Dijonnais (anciennement SICODI) parcelles section AE n° 527 à CHENOVE ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La société GN Vert est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de CHENOVE, sis 40, rue de Longvic, sur un terrain cadastré, section AE n° 527 situé dans le périmètre de protection éloignée du captage du Syndicat Mixte du Dijonnais (anciennement SICODI), conformément aux plans joints à la demande de permis de construire n° PC 21 166 04R0010 du 18 mars 2004.

### **ARTICLE 2**

Les prescriptions particulières suivantes devront être respectées :

- Seront interdits :
  - l'installation de dépôts d'hydrocarbures ainsi que les produits chimiques
  - le forage de puits
  - le dépôt d'ordures et d'immondices
  - l'épandage d'eaux usées,
  - l'entreposage d'ordures ménagères et des immondices
- Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, dans la nappe est interdit. Aucune infiltration sur la parcelle ne sera réalisée.
- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit stocké dans un bâtiment couvert et être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être égal à 100 % de la capacité du plus grand réservoir et 50 % de la capacité totale des réservoirs. Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même du dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.
- La manipulation des produits polluants et des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches avec récupérateurs aménagés pour recevoir des lixiviats, des eaux de produits de lavage et équipé d'un système d'obturation automatique afin de retenir les eaux polluées en cas d'accident.
- Les produits usagés, les eaux souillées et les déchets seront enlevés et traités par une société agréée conformément à la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 3**

Toute modification de l'activité visant à l'augmentation significative des quantités de produits polluants ou susceptibles d'être polluants sur le site, devra être déclarée auprès de M. le Préfet ( DRIRE et D.D.A.S.S) afin de vérifier les mesures de prévention mises en oeuvre.

#### **ARTICLE 4**

En cas d'accident ou incident susceptible de porter atteinte à la nappe de DIJON-SUD, l'exploitant informera sans délai le Maire de CHENOVE, le Président du Syndicat Mixte Dijonnais, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Direction Départementale de l'Equipement (service de police des Eaux).

#### **ARTICLE 5**

Délai et voie de recours : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

#### **ARTICLE 6**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Côte d'Or, M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Côte d'Or, Mme la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Mme le Directeur Départemental de l'Equipement de la Côte d'Or, M. le Maire de CHENOVE, M. le Président du Syndicat Mixte Dijonnais, M. le Directeur de la SAS GNVert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. le Directeur des Services d'Archives.

**Fait à DIJON, le 9 décembre 2004**

Signé :

**LE PRÉFET,**